

Communiqué de presse du 27/10/2022

Santé des enfants : l'entêtement du gouvernement est irresponsable

Le 21 octobre 2022, une lettre ouverte au Président de la République était publiée dans le journal Le Parisien. En moins d'une semaine, cette lettre a dépassé la barre des 7000 signatures dont les responsables de l'ensemble des sociétés savantes, mais aussi des internes, des paramédicaux, et des associations de patients. Dans cette lettre, ces soignants dénoncent des mises en danger quotidiennes et une dégradation criante des soins apportés aux enfants dont ils doivent assumer seuls la responsabilité.

L'épidémie de bronchiolite débutante était prévisible, comme le montrent les bulletins épidémiologiques de Santé Publique France. Elle met à mal pourtant de manière très importante le système de soin pédiatrique, témoignant de sa grande fragilité préalable, comme dénoncé depuis 2019 de manière incessante par les soignants eux-mêmes et les instances officielles (IGaS, CESE, Sénat).

Depuis sa parution, le Collectif de Pédiatrie n'a pas eu de réponse du Président de la République. Son intervention télévisuelle le 26/10/2022 n'a apporté aucun élément permettant de prévenir une aggravation de la situation actuelle. Les seules mesures évoquées rejoignent celle de Monsieur le Ministre de la Santé François Braun - mesures que notre collectif a dénoncées avec force en raison de leur inadéquation et de leur cynisme (CP du 23/10/2022).

En effet depuis plusieurs semaines, et de manière plus intense ces derniers jours, des drames ont lieu dans de nombreux hôpitaux. L'éthique/notre éthique médicale rend actuellement leur divulgation individuelle impossible mais les agences régionales de santé devront investir l'ensemble des moyens nécessaires pour faire la lumière sur les dysfonctionnements majeurs y ayant conduit.

Dans la majorité des services de pédiatrie en France actuellement, des consignes administratives sont passées afin de libérer des places d'hospitalisation pourtant nécessaires pour la prise en charge d'autres maladies de l'enfant pour pouvoir accueillir des patients atteints de bronchiolite : cela s'appelle du tri et se déroule tous les jours désormais !

- Annulations obligatoires de soins programmés, telles que la chirurgie, les greffes de moelle osseuse, les poses de pompe à insuline aux enfants diabétiques, les introductions de traitements aux enfants épileptiques... Ces annulations mettent en danger la santé des enfants atteints de maladies chroniques comme aiguës.
- Fermeture d'hôpitaux de jours pédiatriques accueillant les patients pour traitements notamment chimiothérapie d'enfants atteints de cancer.
- Transferts d'enfants vers des services hors région ou vers des services adultes, non seulement pour la réanimation mais également pour des pathologies simples d'hospitalisation (pneumonies, appendicite...) dont aucun décompte n'est réalisé
- Déplacement d'infirmier-es de néonatalogie vers les services de pédiatrie, sans que ne soit précisé comment seront apportés les soins indispensables aux nouveau-nés qui ne cesseront pas de naître pendant l'hiver.
- Déplacement d'infirmier-es d'équipes de suppléance vers les services pédiatriques au détriment des autres services comme par exemple les urgences adultes eux-mêmes en grande souffrance.

- Fermetures de plus en plus nombreuses de services d'urgences pédiatriques (Poissy la semaine dernière, Neuilly sur Seine, Montluçon, Lorient ...)
- Rappels sur leurs congés des équipes de SMUR (structures mobiles d'urgences et de réanimation) afin d'assurer des transferts de plus en plus nombreux et éloignés.
- Augmentation massive des heures supplémentaires, qui le plus souvent ne bénéficient plus d'aucune majoration et contribuent à l'épuisement et au départ ultérieur des soignants.

Le collectif de pédiatrie - avec en tête les associations de patients signataires - refuse de cautionner ces demandes.

Une nouvelle fois, le collectif de pédiatrie renouvelle son alerte pour ne pas ignorer les constats venus de toute la France sur la situation actuelle en pédiatrie et en appelle avec vigueur à la responsabilité du Président de la République. Afin d'obtenir une reconnaissance de ce sinistre sanitaire et une réponse politique et financière enfin à la mesure des drames qui se jouent, nous, représentants des 7000 signataires de la lettre au Président de la République, nous rendrons donc le mercredi 2 Novembre en délégation jusqu'à l'Élysée afin de remettre cette lettre d'alerte en mains propres au Président.

Nous lui réclamons :

- Une reconnaissance officielle des tutelles qu'il existe une pertes de chance pour les enfants dans le système de soins actuel comme en atteste l'augmentation de la mortalité pédiatrique en France depuis 3 ans.
- Une reconnaissance officielle de la nécessaire égalité d'accès aux soins : il n'est plus possible que les enfants souffrants de maladies chroniques ou de cancers soient considérés comme la variable d'ajustement permanente, face aux épidémies hivernales banales.
- Des mesures urgentes et à la hauteur de l'enjeu de la santé des enfants : augmentation structurelle des salaires, respect des horaires et des plannings, publication et respect des ratios de patients par infirmier-e en fonction de la lourdeur des soins et des pathologies des patients, respect des temps de formation et des temps de projets collectifs. Il devient impératif de redonner du sens à notre métier de soignant afin d'arrêter l'hémorragie des soignants et d'encourager les nouvelles vocations.
- Des mesures structurelles fortes : la reconnaissance de la spécificité de la pédiatrie, le retour du pouvoir de décision des soignants au cœur de chacun des services hospitaliers, le retour de la formation obligatoire en pédiatrie dans les instituts de formation infirmiers.

Nous rappelons aux tutelles et au président qu'il n'existe pas d'alternative en pédiatrie à l'hôpital publique pour soigner les enfants. Durant 50 ans la France grâce au Pr Robert Debré a pu s'enorgueillir de la reconnaissance internationale de la qualité des soins prodigués aux enfants et de son enseignement universitaire. Aujourd'hui la pédiatrie est à genoux et les enfants en danger. Lorsque la corde est rompue il n'est plus utile de tirer dessus, la résilience de l'hôpital est déjà dépassée.

Monsieur le Président de la République, vous avez connaissance des drames déjà survenus et à venir, nous viendrons donc une nouvelle fois le 2 Novembre vous rappeler à vos responsabilités.

*Le Collectif de Pédiatrie (signataires de la lettre au Président)
twitter. : @ctifpediatrie / Collectif.pediatre@gmail.com*

Le Collectif de Pédiatrie rassemble des soignants individuels et collectifs et des associations de patients

Associations de patients :

Aider à Aider, APAISER S&C, Association Maladies Foie Enfants (AMFE) , Entraide aux greffés de Moelle osseuse (EGMOS), Sparadrap , HTaPFrance, Association Silver Russell, Connaître les Syndromes Cerebelleux (CSC), France Vascularites, Aide aux Jeunes Diabétiques (AJD), Vivre sans thyroïde, Tintamarre

Associations et collectifs de soignants :

- Collectif Inter-Hôpitaux Pédiatrie
- Collectif Inter-Urgence
- Association des Juniors en Pédiatrie Paris